

Réponse à un militant pessimiste et défaitiste qui me conseille modération et compromis

Hommage à François Moreau (1956-1993)

Il y a vingt ans, ce mois-ci, mourait à 37 ans le dirigeant incontesté de Gauche socialiste d'alors. Militant, dans l'Outaouais où il habitait, pour les droits autochtones lors de la crise d'Oka, il l'était aussi, à l'Université d'Ottawa où il enseignait, pour le soutien à la lutte anti-impérialiste en Amérique centrale. Mais il était surtout un intellectuel hors norme de la gauche québécoise et canadienne, auteur de plusieurs livres sur les rapports de classe et nationaux au Québec et au Canada, co-animateur de la seule revue théorique marxiste du Québec et formateur hors pair tant par ses cours que dans le cadre de sa militance. *Last but not least*, il était le dirigeant central de la petite section canado-québécoise de la Quatrième Internationale qu'il cherchait à faire sortir de son isolement propagandiste.

Il aura raté de peu l'appel de Paul Rose, en 1994, à toute la très petite gauche anticapitaliste de l'époque à rallier le NPD-Québec qui venait d'opter pour l'indépendance et qui allait, en 1996, sous le nom de Parti de la démocratie socialiste (PDS), prendre un cours antilibéral à connotation anticapitaliste. De là allait surgir la dynamique de contradictoire unité inachevée de la gauche politique du Québec. Je suis intimement convaincu qu'avec lui à la direction de Gauche socialiste, le dérapage de cette organisation, dont il est question dans cet article, ne se serait pas produit. Sa camaraderie me manque énormément.

Bonjour Marc,

J'ai toujours plaisir à te lire même si je ne mets pas le temps pour peut-être arriver à tout comprendre ce que tu dis. Tu as une base de référence plus large et plus internationale que la mienne...mais à chacun son rôle et le mien est beaucoup maintenant dans l'action locale pour contribuer à améliorer notre vie quotidienne dans &&&& et autour du Parc &&&&, tout en ayant une perspective plus globale.

Donc, pour ton dernier texte, j'estime toujours beaucoup ta pensée bien articulée et que tu sois comme moi un libre penseur. Tu oses souvent dans QS être à contre-courant. Je me demande maintenant à la lecture de ce dernier texte si tes critiques qui deviennent de plus en plus acerbes sont dues à un ramollissement plus grand du parti que celui que j'observe et qui m'inquiète parfois, à ta radicalisation personnelle ou ton impatience (à notre âge ça se comprend aussi...), ou à une perte de confiance de ta part dans le parti et ses dirigeants.

Pour ma part, sans avoir tes connaissances sur la vie interne du parti, je trouve qu'il y a un danger de ramollissement mais en même temps l'élection d'Andrés Fontecilla, pour lequel j'aurais voté si j'avais assisté au congrès, selon son discours résolument anticapitaliste me rassure. Ce n'est pas facile de vouloir conquérir le cœur et la tête des gens qui ne sont pas trop tentés par une radicalisation à gauche et écologique même si c'est la voie comme toi que je privilégie personnellement. Ce n'est pas facile de rester fidèles à ses principes et aller chercher plus de votes. Pour ce qui du mouvement social québécois, il est très effrité, très fonctionnarisé par dossier, très désuni, souvent incapable de faire des liens et comme me le disait cette semaine un employé militant communautaire depuis longtemps, plusieurs employés d'organismes vivent maintenant dans un monde virtuel où tout le monde il est beau et gentil, se ferment les yeux devant la réalité des plus démunis, ne mènent aucune lutte

collective, et pour moi tentent de se protéger ainsi et de lutter contre leur propre désespoir devant le chaos du monde.

Tu es sans doute encore une fois plus mieux informé sur la vie interne des organisations syndicales ou autres, mais pour ma part je ne vois pas poindre la perspective d'une grève sociale générale au Québec à moins que la catastrophe écologique, économique et sociale ne frappe pas très fort. Et il ne faut pas oublier que l'ouvrier cité dans Le Devoir récemment gagnait à la Rio-Tinto Alcan de Shawinigan 40\$ de l'heure, travaillait avec son temps supplémentaire 60 à 80 hres semaine, dont se sortait en bout de ligne un salaire de médecin et part avec deux ans de salaire. Ça me surprendrait qu'il prenne bientôt la tête d'un contingent prolétarien de Shawinigan pour envahir les parlements de Québec et d'Ottawa, et Wall street par la suite. Je pense aussi à tous les travailleurs qui nous ont dépassé sur la 117 cet été avec leur roulettes, bateau, 4 roues etc. Donc Québec Solidaire et les bureaucrates syndicaux ne sont pas les seuls responsables du fait que la grève sociale ne décolle pas...

On n'est pas au Bangladesh ou en Grèce, et même là, pour toutes sortes de raisons, le peuple n'a pas opté pour la révolution. Et que dire de la Tunisie où des laïcs demandent à l'armée de prendre le pouvoir de force. C'est dire comment tout le monde est mélangé et personne ne sait plus trop comment avancer dans la rue ou pour qui voter, et au Québec donner de l'argent pour Mégantic et faire de la maïresse du vedette plutôt que de manifester et dire que nous ne paierons pas pour réparer les pots cassés que devraient payer Burkhart, le CP, la pétrolière cliente du convoi et Ottawa Québec Solidaire et ses chefs nagent aussi dans ce monde comme ils le peuvent et pleins de bonne volonté.

De plus le rythme du monde s'accélère et en pleine guerre psychique au delà du social et du politique comme disait mon vieux sage et psy avant sa mort il y a une quinzaine d'années. Dans ce contexte où peu de choses demeurent claires longtemps et que tout est en mouvement, et comme les expériences visant le communisme, et plutôt socialistes n'ont pas mené bien loin, et que le capitalisme est moribond à son tour, et que l'on ne sait pas trop par quoi les remplacer, sauf un meilleur équilibre entre le bien commun et la propriété privée, l'individualité et le collectif. Il faut d'après moi tout en alimentant courageusement le débat à partir de soi et de ses idées mais en même temps " avoir une petite gêne ", sinon c'est la rupture et la formation de groupuscules jusqu'à n'être que seul dans son groupe. Est-ce que tu es prêt d'une rupture avec Québec Solidaire ? Ce serait dommage car tu apportes au parti une conscience et ton rôle de chien de garde est important.

Amicalement

Signature

Salut &&&

Tu soulèves mille et une questions plus pertinentes les une que les autres. Il me semble, cependant, que tes diversifiés points de vue soient traversés par ce que j'appellerais un pessimisme systématique lequel t'amène à donner une interprétation défaitiste de phénomènes malheureusement très réels.

Par exemple, tu dis que tu « ne vois pas poindre la perspective d'une grève sociale générale au Québec à moins que la catastrophe écologique, économique et sociale ne frappe pas très fort. » En fait, quand la catastrophe arrive, comme en Grèce, ou historiquement en 1929-30 dans l'ensemble des pays

impérialistes, l'impératif de la lutte pour la survie réduit souvent la lutte, à moins de s'y être préparé d'avance programmatiquement et organisationnellement à l'échelle suffisante, à des spasmes parfois puissants mais sans lendemain. Une riposte plus soutenue a besoin d'une accalmie dans la crise, ce qui peut prendre quelques années, laquelle permet à la fois de combler le retard politique et organisationnel et à tous et chacun, qui n'ont pas été écrabouillés, de relever la tête.

Le peuple québécois est prêt au combat, pas ses organisations

Je ne crois pas non plus que les événements de la dernière décennie au Québec, où la situation sociale se détériore sans cesse mais sans grande plongée à la grecque, corrobore ton pessimisme. Le printemps érable pointait dans la direction d'une *grève sociale*. Pour qu'il n'y en ait pas, il a fallu le silence de la direction de Québec solidaire sur la *grève sociale* alors qu'elle avait la crédibilité d'en faire un débat public, le sectarisme « grève générale illimitée » exclusivement étudiante de la CLASSE qui s'est rallié à la *grève sociale* alors que le rapport de forces se dégradait rapidement et le dos rond de la direction de la CSN devant la pression militante de la base le temps de laisser passer la tempête.

Auparavant, à l'automne 2005, les directions syndicales, surtout de l'enseignement, avaient empêché la jonction de grévistes prêtes à aller au-delà de la grève de 24 heures avec la grève étudiante historiquement la plus importante à ce moment-là. Pour reprendre une expression du président de la FNEEQ d'alors, il ne fallait pas un « tous et toutes ensemble » mais une course à relais !

Durant l'été 2010, plusieurs très gros syndicats de la Fédération de la santé et des services publics de la CSN (Centre universitaire de l'université de Montréal, Gatineau, Hyppolite-Lafontaine), peut-être la majorité de ceux de la Fédération nationale des enseignant-e-s du Québec de la CSN, regroupant la majorité des enseignant-e-s des cégeps, et sans doute la FISQ, regroupant la majorité des infirmières, voulaient l'affrontement gréviste. Il a fallu la contre-offensive estivale *blitzkrieg* de la direction de la CSN à coup de brochures sophistiquées et d'auto-invitations de l'appareil dans les assemblées de base pour emporter l'adhésion surtout de la multitude de petits syndicats qui n'arrivaient pas à démêler ce volontairement complexe accord de principes concocté par les bureaucrates des deux côtés de la table de négociations.

Ajoutons-y l'omerta des médias toutes catégories, y inclus ceux de gauche (L'Aut'Journal, Presse-toi-à-gauche), sauf le défunt Rue Frontenac des lockoutés du Journal de Montréal, sur cette résistance. Cette lutte interne est ainsi restée privée ne dérangeant pas outre mesure les directions syndicales et celle de Québec solidaire alliée des premières, clin d'œil complice de deux médias de gauche liés, le premier, au PQ, le deuxième à la direction Solidaire et comprenant même aujourd'hui à sa restreinte direction le responsable national des communications du parti.

Pourquoi ces ratages qui, bien sûr, n'ont rien de typiquement québécois ? Tu avances, par toute une série d'exemples, trois raisons : le consumérisme, la bureaucratie qui n'est pas que syndicale et, *last but not least*, la faillite du socialisme du XX^{ie} siècle. Tu vises juste mais ton appréhension reste impressionniste, sans articulation historique, ce qui t'amène, à mon avis, à une interprétation de ces faits, explicite et implicite, et des conclusions qui me causent « *une petite gêne* ».

L'hydre bureaucratique

Le « socialisme du XIX^{ie} siècle » fut celui du prolétariat à la Dickens/Zola trop fruste et inexpérimenté versus la bourgeoisie (1848) et trop minoritaire versus un paysannat pétri par l'idéologie de la petite propriété qui l'attachait à la bourgeoisie (1871) et, on l'oublie souvent, trop indifférent, depuis la Deuxième Internationale, aux hécatombes dues à la conquête impérialiste du monde. Le « socialisme du XX^{ie} siècle », grimant sur les épaules du premier, a été celui d'un prolétariat issu de l'exportation des capitaux dans la périphérie du « développement inégal et combiné ». Îlot tout frais émergeant d'un océan paysan en furie contre la troïka grands propriétaires fonciers / bourgeoisie comprador / impérialisme, il a été la crête d'un tsunami qui a franchi le seuil révolutionnaire en deux grandes vagues (1917, 1949), puis en de nombreuses vagues et vaguelettes décolonisatrices.

Ce deuxième grand essai du mouvement socialiste s'échoua sur les rochers bureaucratiques d'une caste d'opportunistes et de parvenus issue de la « classe moyenne » ancienne et nouvelle profitant de l'épuisement d'un prolétariat peu instruit et socialement très minoritaire se sacrifiant pour résister à toute une série de très meurtriers assauts impérialistes et réactionnaires, de la Russie au Vietnam en passant par l'URSS, la Corée, l'Algérie, le Congo, l'Indonésie et bien d'autres. Ainsi s'installaient des castes bureaucraties régnautes à la logique kafkaïenne.

Il eut pu en être autrement si le reflux révolutionnaire venant de la périphérie eut irrigué une reprise révolutionnaire au centre. Malgré les béantes brèches de barbares guerres mondiales entre puissances impérialistes, les digues des surprofits impérialistes tinrent bon. À l'abri de ces remparts, émergea le contre-révolutionnaire nationalisme social-démocrate à qui la bourgeoisie apeurée abandonna la gouvernance ou l'alternance, tout en le laissant se construire en bureaucraties de partis et d'organisations ouvrières et populaires, pour réformer en profondeur le capitalisme en État providence au prorata de l'intensité des luttes syndicales. Dans le sillage social-démocrate prenait toute son ampleur, dans le monde capitaliste, la bureaucratie d'État (et des multinationales) au point d'en venir à trop entraver le jeu de la concurrence nécessaire au bon fonctionnement du capital, ce que le néolibéralisme vint par la suite corriger avec ses remèdes de cheval et sa mondialisation des marchés.

L'envers consumériste et militariste de L'État providence

L'envers du décor — la gauche l'oublia trop longtemps — en était une contrepartie tape-à-l'œil face à l'austère et répressif « socialisme dans un seul pays » bureaucratique trop heureux de consolider une longue « coexistence pacifique » concoctée à Yalta. Le complexe auto-bungalow de l'individualiste « American Way of Life » a culminé comme succès politique avec le cloaque consumériste des « trente glorieuses » (1945-1975) mettant en danger l'équilibre écologique de la planète sous la direction de la démocratie corruptrice de l'Argent qui exportait ses guerres hors zone impérialiste. La conséquence politique, malgré les grandes usines, en fut l'atomisation du prolétariat, un peu comme le paysannat du XIX^{ie} siècle, suivi d'une tendance au dispersement de l'emploi puis de son émiettement statutaire et de sa précarisation... pendant qu'en Chine se développe d'immenses concentrations prolétariennes et même des villes-usines.

La drogue consumériste et l'isolement dans la banlieue gelaient l'horizon révolutionnaire du prolétariat organisé et l'emprisonnait dans les dettes malgré de

continuelles luttes pour des réformes mais sans le supplément d'âme pour faire sa jonction avec la révolte de la jeunesse de la fin des années 60, rêvant de radicale égalité sociale et de démocratie participative. Cette révolte culminera dans la « révolution des œillets » de 1974, jonction avortée des révolutions anti-coloniales et de mai 1968 dans un périphérique pays impérialiste s'accrochant à ses colonies.

La course aux armements de la « guerre froide » et l'appui aux dictatures tiers-mondistes, l'autre pendant de l'accumulation débridée du capital de l'époque, épuisaient la faible masse de manœuvre des économies bureaucratiques pour satisfaire à minima leurs peuples tout en les noyant, avec leurs comparses autoritaires des pays dépendants, dans les dettes cul par-dessus tête.

Un nouvel internationalisme qui balbutie mais qui promet une révolution

L'offensive néolibérale, amorcée par le Vietnam afghan soviétique et déployée comme une « thérapie de choc » par la super hausse des taux d'intérêts de la banque centrale étasunienne dans le contexte d'une grave crise économique et d'un endettement généralisé du prolétariat, des gouvernements et pays dépendants, tira les marrons du feu. La débandade des économies bureaucratiques dix ans plus tard, en 1989-91, dans le sillage d'une autre grande crise économique, vint consacrer la grande victoire du capitalisme sur le soi-disant socialisme réellement existant. Sous la houlette du capital financier, les démocraties de façade pouvaient se substituer aux dictatures. Mais ce ne fut pas la « fin de l'histoire ».

Après la traversée du désert des années 80 et début 90, le nouveau mouvement altermondialiste, surgi comme un coup de tonnerre sous forme de lutte armée contre l'ALÉNA par un mouvement autochtone dans la province la plus pauvre du Mexique en 1994, répandit son eau rafraîchissante tout en se tiédissant au fur et à mesure des forums sociaux des années 2000 incapables de se sortir de l'ornière de la grande défaite. Reste qu'un nouvel internationalisme était né qui, s'il n'est pas celui du spontanéisme des « multitudes » sans ancrages géographiques, est celui d'un prolétariat informé et réseauté devenu mondialement majoritaire, très socialement différencié prenant en compte toutes les oppressions jadis niées ou à la marge, très organisationnellement éclaté ne se reconnaissant plus dans le binôme parti/syndicats socio-libéralisé, et très politiquement pluraliste ne faisant plus sien ce socialisme bureaucratifié qui a trahi la révolution.

Se cherchant une stratégie, le nouvel internationalisme resté trop idéologique tente de s'incarner dans les réalités nationales, s'alimentant des multiples crises économique, écologique, démocratique du néolibéralisme commencées dès 1987 et devenues profondes et convergentes, peut-être de civilisation, depuis 2008. L'illusion réformiste des antilibéraux et sociaux-libéraux qui le dominent le rend encore incapable de construire une coordination mondiale pour le renversement d'un capital globalisé, malgré le coup d'envoi des grandes manifestations anti-guerre de 2003.

Certes, le capital se crispe dans le maintien de sa toute récente globalisation mise à mal par la grande crise. Mais sa division politique éclate à la face du monde suite à la crise de l'hégémonie des ÉU vaincus au Moyen-Orient dans le chaos et dans le sang et affaiblis en Amérique andine par une quasi révolution ayant avorté en nationalistes gouvernements extractivistes rejetant le vieil impérialisme. C'est à ce point que se dessine la construction de blocs rivaux qui s'affrontent aujourd'hui sur le dos du peuple syrien, ce qui pourrait mener à Dieu sait quelle folie guerrière.

Reste que l'ampleur croissante des contradictions du capitalisme néolibéral fait que le nouvel internationalisme se développe contradictoirement et par spasmes sur le terrain des révolutions arabes relayées par les mouvements Indigné / Occupy et autres printemps érables. Chose certaine, l'ampleur inouïe des mobilisations populaires et, souvent, de la généralisation de l'abnégation de soi jusqu'à la mort, annoncent l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire aussi important que celles qui ont marqué la fin des deux guerres mondiales.

La crispation bureaucratique et consumériste ne cache plus rien

Avec le développement des crises, pour le moment plus une fragile stagnation au Québec mais qui pourrait facilement dégénérer, il faut s'attendre non pas à une atténuation des politiques néolibérales, de l'emprise bureaucratique et de l'isolement consumériste mais à leurs crispations. Qui ne sait pas que les balbutiements néo-keynésiens de 2007-2009 n'étaient que ça, des paroles en l'air. La réalité s'est avérée une recrudescence néolibérale tout simplement parce que la crise exacerbe la lutte compétitive entre entreprises, provinces, régions et pays. Comme le Québec est à la zone ALÉNA ce que la France est à l'Union européenne, en termes d'ampleur relative des services publics et programme sociaux, l'offensive néolibérale n'est pas prête d'y cesser.

Les détenteurs d'emplois plein temps à l'année, souvent syndiqués et y inclus la plupart des permanents syndicaux et populaires, ont tendance à se recroqueviller sur leurs acquis et sécurité relative. Ils / elles ont tendance à favoriser le statu quo plus que jamais d'où leur « pessimisme » dont tu fais état si éloquemment, pessimisme qui a finalement une base très matérielle. Quant au consumérisme, il devient plus que jamais le nouvel opium du peuple pour se consoler d'un avenir qui apparaît sans futur si on se fit aux dires mur à mur des faiseurs d'opinion de ce monde sans cœur.

Et pourtant il y a eu la printemps érable, puis la grève de la construction qui aurait pu devenir plus dure, puis il y aura en 2014 ou 2015 un nouvel épisode de négociations du secteur public qui pourrait, cette fois, devenir un affrontement. On ne peut exclure une forte réaction anti-budgétaire ou contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec ou — rêvons un peu — pour le transport collectif gratuit, qui peut être aussi mobilisateur que la gratuité scolaire, ou Dieu sait quoi. L'obstacle n'est pas le peuple qui, à la fin, au-delà de toutes les fausses consolations consuméristes, religieuses, ethnocentriques connaît ses intérêts matériels que la crise lui met dans la face chaque jour. Ce n'est pas non plus les grands médias et les partis politiques institutionnels qui pourront enfouir sous le tapis cette contradiction. Leurs divertissements, leurs opinions manufacturées et leurs manœuvres de diversion ne génèrent ni ne préservent aucun emploi, ne créent aucun pouvoir d'achat, ne contrôlent aucun gaz à effet de serre, ne soulagent d'aucune congestion urbaine, n'évitent aucune violence, ne facilitent aucun accès aux études supérieures.

L'obstacle c'est cette bureaucratie d'opportunistes et de parvenus des « classes moyennes », combinaison d'intelligentsia petite-bourgeoise et de prolétaires carriéristes issus de la base. Cette bureaucratie entretient le pessimisme et la peur du prolétariat organisé au lieu de déconstruire sa contre-éducation bourgeoise pétrie d'idéologie dominante et de l'introduire à la vision du monde anticapitaliste, de la soutenir techniquement et financièrement à construire ses organisations de la base au sommet dans le plus strict respect de la démocratie, y compris son pluralisme, sans aucune ingérence manœuvrière et répressive enfouie dans un gant de velours dont elle a le secret.

L'État profond

Tu me diras que l'ennemi n'est-il pas la bourgeoisie — parler d'oligarchie (financière), comme c'est à la mode, sous-entend la réforme du capital en faveur du « bon » capital manufacturier, par exemple l'évanescent « capitalisme vert », alors que le réseau de la finance est tentaculaire et que la foire d'empoigne spéculative est générale — et la troïka partidaire PQ-PLQ-CAQ ? Évidemment et pour dire vrai c'est même l'État « profond » lui-même qui est capitaliste et ce n'est pas une éventuelle conquête de la seule majorité parlementaire par Québec solidaire qui en viendra à bout comme l'illustre le tragique exemple du gouvernement Allende au Chili dont on commémore ces jours-ci le quarantième anniversaire du sanglant renversement par le noyau dur de l'État profond, l'armée (et la police) s'appuyant sur l'impérialisme et la droite nationale et ses partis. À moins, bien sûr, de se contenter d'être le NPD du Québec, gestionnaire sociale-libérale de l'austérité néolibérale et de ses guerres.

C'est sur cette difficulté que butent les révolutions arabes les plus prometteuses en Égypte et en Tunisie. Le peuple mobilisé y a bien renversé les dictateurs mais il n'a pas renversé les systèmes dictatoriaux lesquels, pour sauver leur peau, se parent d'habits démocratiques avec la complicité de l'opposition islamiste et même de celle de la gauche réformiste qui, les fondamentalistes démasqués, se propose en Égypte, avec les libéraux, comme une coalition de la laïcité... pour appliquer les mêmes politiques néolibérales et impérialistes sous l'égide de l'armée garant de l'État profond. Comme les capitaux n'aiment pas l'instabilité, ils fuient ces pays ou n'y viennent pas et la situation socio-économique est pire qu'avant alors qu'elle était pourtant le fondement du déclenchement de la révolution.

Cette foi de charbonnier dans les institutions de la démocratie (pas tellement) représentative constitue le grand blocage de notre temps et pas seulement dans les pays arabes. Il ne suffit pas non plus de détruire les institutions qui alors peuvent être remplacées par une alternative chaotique qui peut être un cul-de-sac de guerres civiles sectaires (Iraq, Afghanistan et peut-être à terme la Syrie) mais aussi de possibilités de gauche comme en Libye où les pattes sales de l'interventionnisme impérialiste n'ont pu que larguer des bombes.

Par son emprise, la bureaucratie prépare le chemin à la réaction

Les institutions de l'État bourgeois, y compris celles reposant sur le suffrage universel profondément corrompues par l'Argent mais conquis par étapes de hautes luttes populaires sur près de 200 ans et pas encore répandu mondialement, peuvent aussi sauter lors des moments de crises au bénéfice de bien pires institutions autoritaires. On pense au fascisme italien, au nazisme allemand, au franquisme espagnol et à combien de dictatures latino-américaines dont le Chili n'est pas le seul exemple. Malgré la mauvaise tournure des événements, espérons-le temporaire, on ne peut que se réjouir que le peuple égyptien ait rejeté si rapidement l'autoritarisme sectaire des Frères musulmans. On ne peut que s'inquiéter qu'en Grèce, le pays impérialiste où les contradictions sociales sont les plus envenimées, surgisse un authentique fascisme moderne qui gagne des points même si, pour l'instant, il ne dame pas le pion à une gauche partidaire (Syriza) qui malheureusement vacille de plus en plus par rapport à sa politique à l'origine radicalement antilibérale.

Et c'est là que rentre en ligne de compte le danger de la bureaucratie historiquement sociale-démocrate reconvertie, pour la majorité, en sociaux-libéraux mais aussi en antilibéraux de la parole prêts à battre en replie quand le peuple descend dans la rue sans qu'elle n'en ait le contrôle. Car le contrôle du prolétariat organisé est la raison d'être de l'utilité pour la bourgeoisie de cette caste qui s'est principalement détachée du prolétariat. Prise en sandwich entre les deux classes fondamentales, si la caste perd sa capacité de contrôle elle retournera dans le rang faute de formule Rand (perception par l'employeur des cotisations syndicales sur toutes les employées dans le cadre de l'atelier fermé) ou de subventions étatiques. On comprend alors son « pessimisme » pour justifier son inaction auprès de la base sans perdre sa confiance.

Quant à la base, tiraillée entre besoins réels et la publicité et le crédit facile, elle se leste de dettes et s'en remet bien involontairement pour ses vieux jours à des fonds capitalisés, publics et privés, concoctés et co-gérés par les bureaucraties étatiques et syndicales encadrées de financiers et dépendant de la rentabilité capitaliste. Cette dépendance, et la piètre et très momentanée consolation consumériste, engendrent un conservatisme prolétarien lequel est un terrain fertile pour la propagation du pessimisme... jusqu'à ce que frappe le chômage, la baisse de salaires, des conditions de travail insupportables, les dettes impayables, la crise familiale, la maladie quand ce n'est pas la guerre.

On voit cette bureaucratie à l'œuvre en Égypte au sein de la gauche réformatrice qui appuie l'armée, par ce dirigeant syndical d'une des deux fédérations syndicales indépendantes qui devient ministre du travail du gouvernement à la botte de l'armée. On la voit en Grèce avec la direction de Syriza qui, lors du congrès officielle de fondation du parti unifié en juillet, a déclaré la guerre à l'aile anticapitaliste du parti qui a rassemblé malgré tout de 25 à 40% des votes. Et on la voit au Québec avec les exemples mentionnés au début de ce texte.

Pas de partis de droite extrême au Québec, mais la Charte des valeurs

On le voit aussi, en ce moment au sein de la direction de Québec solidaire, avec une campagne politique pour soi-disant « sortir du pétrole » laquelle laisse tomber les objectifs onusiens pourtant écrits noir sur blanc dans la plate-forme électorale de 2012 tout en ouvrant la porte à l'exploitation pétrolière tout à fait à l'encontre du programme et en liquidant l'enjeu mobilisateur du transport collectif gratuit, présent dans la plate-forme, pour se rallier à l'objectif de la Chambre de commerce (voir « [La campagne Solidaire pour sortir du pétrole](#) » mon analyse sur mon site web, 5/09/13). J'ajouterais le refus de toutes les parties prenantes de la gauche de s'organiser pour les élections montréalaises afin de confronter les deux partis réactionnaires qui mènent le bal et dont la seule opposition sérieuse est un parti technocratique adepte du « capitalisme vert » (voir mon article « [Contre les partis réactionnaires, un front de gauche](#) », Presse-toi-à-gauche, 27/08/13).

Ce sont de telles démissions et de tels retournements qui, suscitant le découragement et la démobilisation populaires, pavent la voie aux politiques populistes droitières et, là où le recul néolibéral devient socialement insupportable, à la prise du pouvoir par la réaction qui sait, au besoin, se revêtir d'oripeaux anti-systémiques. On le voit clairement dans le monde arabe, où les fondamentalismes se payent le luxe de se diviser en tendances rivales plus ou moins extrémistes mais toutes, au final, anti-démocratiques et néolibérales. On le voit en Grèce où la tendance la plus extrême à supplanter la plus « modérée ». On le voit en France où même une partie de la droite institutionnelle se déplace armes et bagages sur le terrain du toujours populaire Front national suite au

succès des grandes manifestations homophobes. On le voit par la montée électorale des partis de la droite extrême dans les pays nordiques, l'ex paradis de la social-démocratie, ce qui n'est pas un hasard.

Au Québec, il n'y a pas encore, merci à dieu et à diable, de tels partis, même pas la CAQ qui contrôle jusqu'ici ses extrémistes venus de l'ex ADQ mieux que le parti Conservateur au pouvoir à Ottawa contrôle ses anciens membres du Reform Party... dont est issu le Premier ministre. Mais il y a dorénavant la prétendue Charte des valeurs du PQ qui, ayant lâché toute prétention sociale-libérale et surtout indépendantiste depuis un bon bout de temps, a décidé de sauver sa peau en faisant sortir de terre le démon identitaire sous couvert de défense de la laïcité et des droits des femmes lesquels lui servent de sucre sur la pilule amère d'une attaque au droit d'expression pétrie d'islamophobie et de stigmatisation de l'immigration pendant que le crucifix de l'Assemblée nationale continue de trôner et les écoles confessionnelles d'opérer (mon article « [Pour contrer le rassembleur Printemps érable, le PQ joue la réactionnaire carte identitaire](#) », Presse-toi-à-gauche, 27/08/13).

Il est étonnant que la direction Solidaire « *...accueille favorablement plusieurs orientations proposées par le ministre Drainville* » ne réalisant pas, ou feignant de ne pas réaliser, que c'est là pure tactique et que, sachant les omissions mentionnées plus haut et les coupures aux garderies et à l'assistance sociale majoritairement féminine, cette main tendue à la mode des Libéraux sent la volonté de laisser la porte ouverte, malgré tout, à une future alliance. Pourtant, par ce franchissement du Rubicon, le PQ vient de ravir à la CAQ le titre de parti parlementaire le plus à droite. Il prend le relais de la tentative adéquate dans la même veine d'il y a quelques années mais, contrairement à lui, en tant que parti gouvernemental.

Québec solidaire devient un parti social-libéral d'origine altermondialiste

Tu dis que « *Québec Solidaire et ses chefs nagent aussi dans ce monde comme ils le peuvent et pleins de bonne volonté.* » Tu comprendras que je rejette cette analyse bon enfant. Québec solidaire est historiquement en train d'occuper la niche politique qu'occupait le PQ mais en tant que parti social-libéral pointant le projecteur davantage sur la question sociale que celle nationale et non comme parti national-populiste axé sur la question nationale. Ni plus ni moins, il est en train de régulariser la société québécoise à la norme occidentale où la très grande majorité des pays ont ce type de parti dans leurs assemblées législatives.

Québec solidaire, bien sûr, se crée dans les conditions politiques du XXI^{ie} siècle en tenant compte de notre particularité de nation opprimée dotée d'un demi-État. Au lieu d'être enraciné dans le terrain syndical, comme par exemple le NPD au Canada, il est né du mouvement altermondialiste, particulièrement de sa composante féministe, auréolée par son initiative de Marche mondiale des femmes, et par ricochet il s'est surtout implanté dans le mouvement populaire où les femmes sont majoritaires. Il en a hérité la culture consensuelle allergique aux débats, différente de celle syndicale où les débats se closent dans non seulement la nécessaire unité d'action mais aussi dans la stérilisante unité de pensée. On doit ajouter un réflexe de forteresse assiégée typique d'une nation opprimée. La résultante anti-démocratique conduit à laisser la bureaucratie dirigeante à faire à sa tête sans contestation organisée, y compris à en prendre large avec programmes et plate-formes.

Une partie de la gauche anticapitaliste et antilibérale avance plutôt que Québec solidaire appartient à la nébuleuse de ce nouveau type de parti « gauche de la

gauche » surgi en Europe en réaction à la social-libéralisation de la social-démocratie. Il est d'abord de moins en moins évident, malgré un discours antilibéral frisant souvent l'anticapitalisme, que ces partis nouveaux veuillent une rupture avec les institutions de la démocratie bourgeoise en faveur d'une démocratie issue d'une *grève sociale* d'où leur propension à s'adapter aux attentes des « raisonnables » et « réalistes » faiseurs d'opinion. L'évolution de Syriza, le plus radical d'entre eux, en est le signe précurseur bien que tout puisse re-basculer avec une re-mobilisation sociale de grande ampleur en Grèce en autant que la gauche anticapitaliste au sein et hors Syriza maintienne la critique et soit prête à pendre la relève.

De toute façon, Québec solidaire s'est démarqué par rapport à un parti national-populiste de centre-droit — il y a longtemps que la tactique du « *préjugé favorable aux travailleurs* » du PQ est morte et enterrée — devenu carrément droitiste, et non par rapport à un parti de centre-gauche. Fondé sans programme, qui n'est encore que partiel et déjà tabletté, le parti a ainsi pu rassembler une bonne partie de la gauche... à gauche du centre-droit, y compris maints fédéralistes dont les plus ardents ont ensuite quitté, et de souverainistes tièdes. Se sont trouvés regroupés sociaux-libéraux, sauf une aile numériquement stagnante sinon en régression au sein du PQ, et anticapitalistes en passant par les antilibéraux.

L'unité du parti s'est faite autour de la « charismatique » dirigeante de la Marche mondiale des femmes qui avait regroupé ses partisan-e-s dans Option citoyenne à laquelle s'est soumise la gauche politique d'alors regroupée dans l'UFP, avec l'accord de la gauche anticapitaliste organisée qui formait un bon tiers de la direction de l'UFP. En retour, Option citoyenne n'a concédé qu'un simulacre de droit de tendance réduit au droit de tenir une table de littérature et sans aucun droit de représentation et d'une adhésion à la souveraineté constamment marginalisée et ratatinée à une affaire purement constitutionnelle, vision promue par le principal groupe anticapitaliste, et non de libération tant du fédéral que du capital. Et voilà que le dernier des Mohicans venant de la direction de l'ex UFP, l'autre député, atome libre dont on a de moins en moins besoin de la popularité en perte de vitesse, est sur la touche avec son départ statutaire de la direction.

Cette gauche anticapitaliste a toujours caché que le revers de la médaille de la source altermondialiste du parti c'était les leçons défaitistes tirées tant de l'incapacité des mouvements féministe, syndical et populaire à faire hausser le salaire minimum tel que revendiqué par la mobilisation québécoise de la Marche des femmes, laquelle a quitté la rue en un clin d'œil une fois terminée la Marche officielle à l'automne 2000, et de la capitulation en décembre 2005, deux mois avant la fondation du parti, de l'ensemble des syndicats du secteur public à la loi spéciale des Libéraux (voir Sébastien Bouchard, Jean-Pierre Duchesneau et Bernard Rioux, « [Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec solidaire](#) », INPRECOR, mars-avril 2006, où la capitulation du secteur public n'est même pas mentionnée). Il s'agissait pour la direction Solidaire d'abandonner la rue en faveur d'un parti électoraliste, ce qu'a masqué pendant longtemps, et encore aujourd'hui, la formule rituelle (et problématique), « le parti des urnes et de la rue » devenue de facto caduque.

Une particularité du Québec ? La démission de l'anticapitalisme organisé

Ce qui nous amène, à mon avis, au cœur du problème de la gauche québécoise, sujet tabou s'il en est un quoique la critique de Québec solidaire l'est déjà pas mal : le refus des « collectifs » se réclamant de l'anticapitalisme (et de la décroissance) de mener ouvertement et publiquement la lutte interne contre la

direction sociale-libérale du parti, et encore moins de proposer une orientation alternative. Plusieurs se contentent de propagande et certains, dont le principal collectif, Gauche socialiste, ont fait une alliance avec la direction du parti laquelle remonte en fait à la fondation de l'UFP en 2002. À première vue, je ne constate pas une telle démission des anticapitalistes dans les nouveaux partis « gauche de la gauche » européens que l'on pourrait qualifier de partis antilibéraux.

Ce n'est pas le cas de Québec solidaire bien qu'il soit encore possible de parler d'une base militante, non de l'ensemble des membres, majoritairement antilibérale, quoique l'électoratisme y fasse des ravages, en tension avec la direction sociale-libérale. On l'a encore constaté quand les deux vedettes-députés du parti ont tenté de freiner des deux pieds, puis de saboter par leurs déclarations dans les médias, le refus du congrès de toute alliance avec le PQ, décision que Gauche socialiste a tenté de faire reporter pour rendre service à son allié. On remarque la même tendance à pactiser avec la bureaucratie syndicale et populaire par l'intermédiaire de son aile gauche... d'où le silence de Presse-toi-à-gauche, sous la direction effective de Gauche socialiste, à propos de la lutte interne au sein de la CSN durant l'été et l'automne 2010.

Cette particularité québécoise me paraît dramatique car elle cristallise un système de poupées gigognes — les anticapitalistes s'emboîtent dans la bureaucratie de gauche... dans celle de droite... dans le PQ... dans les Libéraux... dans la bourgeoisie... dans l'impérialisme — rendant difficile une rupture anticapitaliste dans un contexte de montée des luttes. Par exemple, lors du printemps érable, les anticapitalistes et des antilibéraux, organisés en Intersyndicale au congrès de fin avril 2012 de Québec solidaire, ont refusé d'amener sur le plancher du congrès la question de la *grève sociale* alors le débat de l'heure au sein de l'aile militante. Toute cette question de l'histoire de Québec solidaire et de ses prédécesseurs et de la tactique anticapitaliste en leur sein est discutée succinctement dans mon texte « [Hommage à Paul Rose](#) » (21/03/13) sur mon site et plus complètement et plus théoriquement dans mon essai « [Rejeter le "front populaire", Construire le "front uni"](#) » (17/11/12).

La chasse à l'homme pour empêcher la critique interne

Comme membre de Gauche socialiste, et de sa direction, j'ai refusé, dès son origine en 2002-2003 cette alliance avec la direction de l'UFP. J'en étais arrivé à cette conclusion suite au retournement néolibéral du PT brésilien au sein duquel militait une influente section de la Quatrième Internationale qui s'est retrouvée en crise et en démantèlement du jour au lendemain parce que justement elle n'avait pas combattu ouvertement, publiquement et à temps l'orientation de la droite hégémonique dans le parti autour de Lula. Comme je l'explique en long et en large dans mon essai signalé plus haut, je refusai la tactique « front populaire » de la majorité du groupe en faveur d'une tactique « front uni » qui est, il me semble, celle des anticapitalistes européens dans les partis antilibéraux. Cette tactique est écartelante, il va sans dire, mais elle est seule apte à réconcilier la nécessité de révolutionner la société et les rapports de force réellement existants.

Contrairement à la tradition d'authentique droit de tendance de la Quatrième Internationale, j'ai eu droit à une expulsion sans avertissement, sans enquête et sans droit d'appel en flagrante violation des statuts (et de l'élémentaire démocratie) sous des prétextes de manquements disciplinaires. La préservation des bonnes relations avec la bureaucratie de gauche et le petit carriérisme des principaux dirigeants du collectif commandaient cet autoritarisme expéditif sans foi ni loi.

Le signal était donné à la direction de l'UFP puis à celle de Québec solidaire de tenter la même chose à la première occasion pour se débarrasser de cet empêcheur de consensus en rond. L'opportunité se présenta en 2006. Cette fois-là, heureusement, non seulement y eut-il un comité de soutien et une lettre d'appui de 25 membres et sympathisant-e-s, qu'aucun membre de la gauche anticapitaliste organisée n'a signée, tout comme un comité d'appel qui rejeta la décision d'expulsion de la direction nationale parce qu'« *il en [allait] de l'intégrité du parti de respecter les principes de justice naturelle [...] de façon à protéger les membres contre des décisions arbitraires* ». Voilà pour ton reproche de « *...rupture et la formation de groupuscules jusqu'à n'être que seul dans son groupe.* »

Pendant que la direction du parti, auréolée de son vedettariat, se permit de ne rendre aucun compte au parti de ce manquement grave à la démocratie et à la justice, ni de me faire aucune excuse, et que personne ne lui demanda d'explications, je fus de mon côté victime du principe « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose » d'autant plus qu'on ne s'était pas gêné dans les coulisses de me traîner dans la boue pendant les presque deux ans qu'avait duré l'affaire. Cerise sur ce gâteau nauséabond, la direction du parti finit par codifier les procédures employées contre moi... mais sans droit d'appel automatique en cas d'expulsion. Malgré trois tentatives, aucun membre n'a voulu postuler à un des huit ou neuf postes que nécessite la lourde structure parallèle de « la politique de gestion des conflits » qu'on ne retrouve ni sur l'internet ni sur l'intranet du parti et qui permet à n'importe quel membre de porter plainte contre n'importe quel autre pour le simple fait qu'il / elle discréditerait le parti sans plus de précision. Personne ne veut être garde-chiourme.

Un collectif ACIDE pour empêcher l'enterrement de l'écosocialisme

Évidemment qu'il faut un réellement existant collectif anticapitaliste qui lutte avec acharnement et publiquement contre la dérive sociale-libérale de la direction de Québec solidaire tout en formulant une alternative. Dans les deux textes références ci-haut, comme ailleurs (par exemple « [Quel plan vert de Québec solidaire](#) », 22/05/13) je met de l'avant un collectif ACIDE (Anti-Capitalisme, Indépendance Internationaliste, Démocratie, Écosocialisme et Égalité des genres et nationale) proposant au parti l'orientation de l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue afin d'avoir la capacité politique et financière de réaliser le plein emploi écologique dans le cadre d'une démocratie intégrale. Je ne peux, dans la situation dans laquelle j'ai été acculé, qu'utiliser l'arme de l'écriture, à travers ma liste d'envoi et mon site web, et de la prise de parole dans les réunions Solidaires tout en militant socialement à la mesure de mes forces déclinantes comme tu dis. Pour le reste, j'ai aussi appris en 50 ans de militance à faire preuve d'une patiente impatience.

Pour l'instant, le nouveau Réseau écosocialiste séduit la jeunesse anticapitaliste. Organisation fondée à la va-vite et sans préparation ni politique ni organisationnelle, après six mois d'existence elle est en train de gâcher une très bonne idée à la mode en n'analysant rien, en ne proposant rien — sauf à utiliser la catastrophe de Lac-Mégantic pour s'envoyer dans le firmament tout en n'en faisant aucune analyse et en n'en dégagant aucune proposition (voir « [Le Lac-Mégantic et l'anticapitalisme Solidaire québécois](#) » sur mon site, 9/08/13) — en n'organisant rien, en n'intervenant en rien et en ne participant à rien. Mais on nous promet un grand plan sorti tout armé de la tête de Zeus. Il n'est pas évident que ces anticapitalistes du XXI^è siècle, ou plutôt leurs mentors très XX^è siècle, aient tiré la leçon essentielle de la faillite du socialisme du XX^è siècle que pourtant le mode de fonctionnement des mouvements Indigné / Occupy et celui

de la CLASSE, lors du printemps érable, soulignait à double trait, parfois jusqu'à la caricature. Il ne faut pas seulement être socialement radical mais l'être aussi démocratiquement, en commençant par sa propre organisation.

Même Québec solidaire l'a compris à sa manière manipulatrice et contrôlante : chaque étape du processus programmatique commence par une discussion générale en réunion et par des écrits collectifs et individuels ouverts aux sympathisant-e-s sur la base d'un cahier de thèmes et de questions ouvertes. Pour la direction Solidaire, il s'agit seulement d'un truc consultatif pour prendre la température de l'eau, satisfaire à la culture altermondialiste des membres et occuper la galerie de la militance la plus politisée pendant que la direction s'occupe de politique réelle. On peut d'ailleurs se demander si la quatrième étape, sur la question des femmes, ne beurre pas trop épais en garrochant à la base un cahier de participation de près de cent pages alors que cette discussion est de facto une lointaine priorité du parti tout à son électoralisme. Comme, contrairement aux étapes précédentes, celle-ci est absente du site internet du parti, un net recul démocratique, on peut s'interroger sur le succès de la participation des membres et sympathisant-e-s. On verra.

De la part d'une organisation se réclamant de l'anticapitalisme du XXI^{ie} siècle, on devrait s'attendre du Réseau écosocialiste à une réelle radicalité démocratique dans l'élaboration de son « plan ». Il s'agirait, par exemple, de lancer publiquement le débat suivant : La plate-forme électorale de Québec solidaire est vague et même déficiente en ce qui concerne les moyens et la stratégie pour l'atteinte des objectifs de baisse des gaz à effet de serre de la plate-forme, conformes à la fourchette supérieure de l'ONU, et pour réduire à néant la consommation des énergies fossiles en 2030 au Québec. Comment réconcilier fins et moyens ? On aura compris que la réponse n'est pas que technologique et financière mais aussi stratégique et démocratique. Une telle démarche, avec en parallèle une discussion du bilan de la tactique anticapitaliste dans Québec solidaire, aurait dû mener à la fondation du Réseau et non pas la suivre.

Une organisation sérieuse ne se fonde pas sur une déclamatoire déclaration idéologique à la mode Québec solidaire mais sur la base d'un programme politique incarné dans la réalité nationale. Il ne faut toutefois pas se surprendre de cette inversion cachant un fonctionnement opaque avec façade démocratique. Le moindre que ce réseau virtuel sortirait de son nirvana idéologique en s'incarnant politiquement, il serait inévitablement amené à se positionner critique face à la direction de Québec solidaire, ce dont ses initiateurs ont la hantise. Quel gâchis pour faire diversion afin d'éviter de faire le bilan de l'échec anticapitaliste des dix dernières années à cause de son refus de confronter le social-libéralisme, ce qui aurait permis de repartir sur des bases solides. Pour le reste, *the answer is blowing in the wind*.

Marc Bonhomme, 15 septembre 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca